

RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DU PLAN ET DE LA COOPÉRATION



REVUE DE PRESSE

Les Quotidiens

Cellule Communication

Vendredi 10 Octobre 2025



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn



PRESSE EN LIGNE

SENEWEB. Communiqué du Conseil des ministres du jeudi 9 octobre

Le Conseil des Ministres s'est tenu exceptionnellement le jeudi 09 octobre 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République. AU TITRE DE LA COMMUNICATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE. A l'entame du Conseil, il a présenté sa communication sur les points suivants: CHANGEMENT DE PARADIGME DANS LA PROMOTION DE L'ATTRACTIVITÉ

Le Président de la République est d'abord revenu sur l'organisation de la 2ème édition du Forum Invest in Sénégal sur le thème « Connecter les opportunités, bâtir l'avenir », tenue les 7 et 8 octobre 2025, pour remercier l'ensemble des participants et partenaires pour leur mobilisation et leur engagement. Après avoir félicité le Premier Ministre, le Gouvernement, les services de l'Etat, avec mention spéciale à l'APIX, pour l'organisation remarquable dudit Forum, il demande au Premier Ministre de veiller, en lien avec chaque ministre concerné et le Directeur général de l'APIX, à la concrétisation et au suivi des engagements pris, lors de la signature des Accords d'investissement et de partenariat, en vue de la réalisation adéquate et rapide des projets sectoriels co-validés.

https://www.pressafrik.com/Communique-du-Conseil-des-ministres-du-jeudi-9-octobre_a295993.html

RTS. LE PROJET DE LOI DE FINANCES INITIALE 2026 ADOPTÉ EN CONSEIL DES MINISTRES

Le Conseil des ministres a adopté, ce jeudi, le projet de loi de finances initiale pour l'année 2026, selon le communiqué. Le document ne fournit pour l'instant aucun détail chiffré sur le contenu du budget. Lors du Conseil des ministres du 10 septembre dernier la première après le remaniement du 6 septembre le Président Bassirou Diomaye Faye avait demandé au ministre des Finances et du Budget, en collaboration avec ses collègues de l'Économie, du Plan, de la Coopération ainsi que les ministres sectoriels, de finaliser les arbitrages budgétaires avec le Premier ministre. Ce projet de loi intervient dans un contexte marqué par le lancement, le 1er août dernier, du Plan de redressement économique et social (PRES) par le chef du gouvernement, Ousmane Sonko. Ce programme vise à mobiliser 5 667 milliards de FCFA entre 2025 et 2028, avec pour objectif de ramener le déficit budgétaire à 3 % d'ici 2027.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/economie/le-projet-de-loi-de-finances-initiale-2026-adopte-en-conseil-des-ministres>

RTS. FORUM INVEST IN SENEGAL : LE CHEF DE L'ETAT EXIGE DES RÉSULTATS CONCRETS ET UN SUIVI RIGOREUX DES ENGAGEMENTS

Le Président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a salué jeudi la qualité de l'organisation du Forum Invest in Senegal, tout en appelant à la concrétisation effective des engagements pris. Il a chargé le Premier ministre, en coordination avec les ministres concernés et la direction générale de l'APIX, de veiller au suivi rigoureux des accords signés. L'événement, qui s'est tenu les 7 et 8 octobre 2025 à Dakar, a permis



d'enregistrer plus de 13 211 milliards de FCFA en promesses d'investissement, selon le Premier ministre Ousmane Sonko, qui a présidé la cérémonie de clôture. Lors du Conseil des ministres exceptionnellement tenu ce jeudi, le chef de l'État a félicité l'ensemble du gouvernement, les services de l'État, ainsi que l'APIX, pour l'organisation « remarquable » de ce rendez-vous économique de haut niveau.

<https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/forum-invest-in-senegal-le-chef-de-letat-exige-des-resultats-concrets-et-un-suivi-rigoureux-des-engagements>

APS. Agenda national de transformation : Ousmane Sonko prône une "démarche cohérente"

Le chef du gouvernement Ousmane Sonko a appelé, jeudi, en Conseil des ministres, à une démarche cohérente reposant sur le triptyque "Redresser-Impulser-Accélérer", pour la mise en œuvre de l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050, a rapporté la Porte-parole du gouvernement, Marie Rose Khady Fatou Faye. "Le Premier ministre a fait remarquer que la mise en œuvre de l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050 requiert une démarche cohérente reposant sur le triptyque +Redresser-Impulser-Accélérer+, dont le lancement du Plan de redressement économique a été une étape importante", lit-on dans le communiqué de la réunion gouvernementale. Dans le cadre des mesures d'attraction des investisseurs, le chef du gouvernement a annoncé que "seize réformes majeures ont été élaborées, dont cinq lois déjà adoptées par l'Assemblée nationale, huit projets de décret et trois arrêtés [sont] en cours de finalisation".

<https://aps.sn/agenda-national-de-transformation-ousmane-sonko-prone-une-demarche-coherente/>

LE SOLEIL. Conseil des ministres : Ousmane Sonko annonce un plan d'investissement spécial sur trois ans

Le Premier ministre Ousmane Sonko a annoncé, lors du Conseil des ministres tenu ce jeudi 9 octobre 2025 sous la présidence du chef de l'État Bassirou Diomaye Faye, la mise en place d'un Plan spécial d'investissement destiné à accélérer la transformation structurelle de l'économie sénégalaise. Ce plan, qui couvrira la période 2026-2028, sera adossé à un schéma de financement et visera la réalisation de projets structurants prioritaires dans les domaines de l'énergie, de l'eau, des transports, de l'assainissement et des télécommunications. Il s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de l'Agenda national de Transformation (ANT) – Sénégal 2050, articulé autour du triptyque « Redresser, Impulser, Accélérer ». Le chef du gouvernement a précisé que 16 réformes majeures ont déjà été élaborées, dont cinq lois adoptées et plusieurs décrets en cours de finalisation, pour moderniser l'environnement économique et créer un cadre attractif à l'investissement et à l'innovation.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/conseil-des-ministres-ousmane-sonko-annonce-un-plan-dinvestissement-special-sur-trois-ans/>

SENEWEB. Pointe Sarène et Artisanat : «Ériger le tourisme en levier majeur de croissance économique », (Premier ministre)

Ousmane Sonko a informé, en Conseil des ministres ce jeudi 9 octobre, qu'en prélude aux prochains États généraux du Tourisme, instruits par le Président de la République, «le Gouvernement s'attèle à faire du tourisme un levier majeur de croissance économique, de création d'emplois, de cohésion territoriale et de promotion de la



Destination Sénégal ».À cet effet, il a porté une attention particulière à la Zone touristique intégrée (ZTI) de Pointe Sarène, qui vise à créer une «destination balnéaire d'excellence, conciliant modernité, durabilité et attractivité ».La réussite de cette ambition touristique, dit le Chef du gouvernement, repose sur la mise en valeur du patrimoine immatériel du Sénégal.

https://www.seneweb.com/fr/news/Tourisme/pointe-sarene-et-artisanat-eriger-le-tourisme-en-levier-majeur-de-croissance-economique-premier-ministre_n_470539.html

LE SOLEIL. Fii Sénégal 2025 : un accord d'investissement de 126 milliards de FCFA signé entre l'Apix et les ICS

Le Groupe Indorama, par l'intermédiaire de sa filiale les Industries chimiques du Sénégal (ICS), a signé un accord avec l'APIX, lors du Forum Invest in Sénégal, pour un programme d'investissements stratégiques d'environ 126 milliards de francs CFA.Ces investissements, prévus pour s'achever entre 2026 et 2028, visent, selon un communiqué des ICS reçu jeudi, à consolider le partenariat entre l'État du Sénégal et le groupe Indorama. L'objectif principal de ce plan est de soutenir la souveraineté agricole nationale et d'accélérer la transformation industrielle du pays.Les ICS réaffirment ainsi leur engagement envers la sécurité alimentaire, la valorisation des ressources locales (notamment le phosphate sénégalais), et la création d'emplois durables.Le programme d'investissement couvre plusieurs projets majeurs dans les secteurs des engrais, des ressources minières et des acides.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/fii-senegal-2025-un-accord-dinvestissement-de-126-milliards-de-fcfa-signé-entre-lapix-et-les-ics/>

SUD QUOTIDIEN. La chine, premier partenaire économique du Sénégal : un flux commercial de 5 milliards de dollars

Le Sénégal et la Chine ont renforcé leur coopération économique lors du Forum FII Sénégal, où plus de 180 entreprises chinoises étaient présentes, confirmant ainsi la place de la Chine comme premier partenaire commercial du Sénégal depuis 2024. Les échanges entre les deux pays dépassent désormais les 5 milliards de dollars, marquant une étape significative dans ce partenariat stratégique.Lors de ce forum, plusieurs contrats ont été signés entre des entreprises sénégalaises et chinoises, en présence d'associations d'entrepreneurs des provinces de Fujian, Zhejiang et Hunan. Le directeur général de l'Agence pour la Promotion des Investissements et Grands Travaux (APIX), Bacary Séga Bathily, a salué cette dynamique, soulignant que « la moitié des entreprises chinoises présentes sont déjà implantées au Sénégal, tandis que l'autre moitié est venue expressément de Chine. »

<https://www.sudquotidien.sn/la-chine-premier-partenaire-economique-du-senegal-un-flux-commercial-de-5-milliards-de-dollars/>

SENEWEB. Forum Invest in Sénégal 2025 : La France investit dans les secteurs stratégiques (ambassadrice)

La seconde édition du Forum Invest in Sénégal, organisée les 7 et 8 octobre 2025, par l'Agence nationale chargée de la promotion de l'investissement et des grands travaux (APIX) sous le thème « Connecter les opportunités, bâtir l'avenir », a accueilli un espace France opéré par Business France.Il s'agit ici d'un grand stand aménagé soigneusement au centre des expositions de Diamniadio pour présenter les projets et



programmes que la France accompagne au Sénégal. Venue effectuer une visite et prendre part au panel « Equipe France » sur l'agora du pavillon Europe, l'ambassadrice de France au Sénégal, Madame Christine Fages, a profité de l'occasion pour échanger avec la presse.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/forum-invest-in-senegal-2025-la-france-investit-dans-les-secteurs-strategiques-ambassadrice_n_470485.html

LE SOLEIL. Le Fonsis lance le Reef doté de 135 milliards de Fcfa

Après Teranga Capital, We Fund, le Fonds islamique de relance et Oyass Capital, le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) dispose désormais d'un nouveau véhicule financier : le Fonds pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (Reef), doté d'une enveloppe de 135 milliards de FCfa. En marge du Forum « Fii Sénégal » (7 et 8 octobre), le Fonds souverain d'investissements stratégiques (Fonsis) a organisé une table ronde pour procéder au lancement officiel du Reef. Ce fonds sera administré par un gestionnaire indépendant, sélectionné à l'issue d'un appel d'offres et supervisé par un comité d'investissement incluant un membre indépendant. Pour Lamine Cissé, représentant-résident de Africa climate foundation (Acf), il s'agit d'« une initiative décisive dans le financement de la transition énergétique ». Il a souligné : « Nous avons fait le pari d'un modèle juste et inclusif. Il s'agit de renforcer l'ensemble de l'écosystème pour une transition écologique réussie. »

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/le-fonsis-lance-le-reef-dote-de-135-milliards-de-fcfa/>

LE SOLEIL. Hydrocarbures, industrie extractive... : Les jalons d'une nouvelle ère industrielle

Face aux investisseurs, Serigne Guèye Diop, ministre de l'Industrie et du Commerce, a exposé les fondations d'une « nouvelle ère industrielle » pour le Sénégal. Elle repose principalement sur des filières essentielles telles les hydrocarbures, les industries extractives, l'agriculture, l'agroalimentaire, etc. Le Sénégal change de paradigme industriel. Lors du panel sur la nouvelle politique, tenu en marge du Forum « Invest in Sénégal », le ministre de l'Industrie et du Commerce, Serigne Guèye Diop, a exposé la stratégie nationale de transformation économique. Devant un auditoire composé d'investisseurs, de partenaires et de représentants institutionnels, il a détaillé la vision du gouvernement, celle de replacer l'industrie au cœur du développement national. « On s'est rendu compte qu'entre 2014 et aujourd'hui, l'industrialisation n'a pas bougé ». Il estime que la tertiarisation de l'économie sénégalaise a freiné la construction d'une base productive solide. Mais, après cette phase, il estime que le gouvernement entend désormais inverser cette tendance.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/hydrocarbures-industrie-extractive-les-jalons-dune-nouvelle-ere-industrielle/>

LE QUOTIDIEN. Coopération dans le domaine de la technologie : Des chefs d'entreprise polonais en prospection au Sénégal

Après la découverte du pétrole et du gaz, le Sénégal suscite de grands intérêts de coopération économique. La Pologne ne s'en cache pas. Elle veut asseoir un partenariat « gagnant-gagnant » avec le Sénégal, un pays qui regorge de beaucoup de potentiels. Ainsi, à travers l'Agence polonaise de l'investissement et du commerce, ce pays de l'Europe de l'Est a organisé hier un forum énergétique, en collaboration avec



la Chambre polonaise de commerce et Sénégal Gateway Consulting, sous le thème : «Solutions polonaises pour le développement énergétique et minier.» L'objectif de ce forum est d'offrir l'opportunité au Sénégal de découvrir des solutions innovantes proposées par la Pologne et qui sont adaptées aux besoins du pays dans les domaines de l'énergie et des mines.

<https://lequotidien.sn/cooperation-dans-le-domaine-de-la-technologie-des-chefs-dentreprise-polonais-en-prospection-au-senegal/>

LE SOLEIL. Ministre Mabouba Diagne : « Mon objectif est clair : réduire de 20 % les importations de maïs d'ici 2026 »

Réduire de 20 % les importations de maïs d'ici 2026, aménager 17 000 hectares supplémentaires et créer des milliers d'emplois ruraux durables, c'est l'objectif que s'est fixé le ministre de l'Agriculture Mabouba Diagne. Il l'a souligné jeudi, à travers un post publié sur X. En marge du Fii Sénégal 2025, qui s'est tenu du 7 au 8 octobre 2025 à Diamniadio, le ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, le Dr Mabouba Diagne a présidé un panel sur le thème : « Accélérer la transformation agricole du Sénégal » à travers l'Africa Agriculture Accelerator Program (AAP). Cet événement a réuni les acteurs du monde rural, les partenaires techniques et financiers, ainsi que les représentants du Groupe Banque mondiale, dont Ethiopis Tafara et Aliou Maïga. À cette occasion, il a étalé ses ambitions pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire au Sénégal.

<https://lesoleil.sn/actualites/economie/ministre-mabouba-diagne-mon-objectif-est-clair-reduire-de-20-les-importations-de-mais-dici-2026/>

SENEWEB. Petrosen : une troublante pluie de milliards de francs CFA entre 2021 et 2023

Le verdict est sans appel : les données concernant Petrosen inscrites dans le rapport ITIE 2024 ne sont ni exhaustives ni fiables. Et pour cause. Les auteurs de l'audit, réalisé entre le 15 novembre 2024 et le 2 avril 2025, pointent des «insuffisances en matière de transparence et de traçabilité budgétaire». Celles-ci concernent des opérations opaques réalisées entre 2021 et 2023. Libération a répertorié ces manquements dans son édition de ce jeudi. Nous en avons retenu sept. GTA/Sangomar, dettes confondues. L'augmentation des coûts de la phase 1 des projets GTA et Sangomar a impliqué des financements additionnels. Mais les détails de ceux-ci n'ont pas été dévoilés. De plus, les dettes répertoriées dans les états financiers de Petrosen, qui a emprunté à BP et à Kosmos, pour GTA, et à Woodside, pour Sangomar, ne permettent pas de distinguer les montants consacrés au projet gazier et ceux affectés au projet pétrolier.

https://www.seneweb.com/fr/news/5/petrosen-une-troublante-pluie-de-milliards-de-francs-cfa-entre-2021-et-2023_n_470545.html



ACTUALITÉS INTERNATIONALES



Rue René Ndiave X Avenue Carde – BP 4017 Dakar – Tél : +221 33 889 21 06

Site web : www.economie.gouv.sn – Contact: contact.mepc@economie.gouv.sn

RFI. Sénégal: contre-offensive de l'ancien président Macky Sall face aux révélations de «dette cachée»

Au Sénégal, l'ancien président Macky Sall lance une contre-offensive juridique. Après la révélation par la Cour des comptes du Sénégal d'une « dette cachée » de près de 7 milliards de dollars, accumulée entre 2019 et 2024 sous l'administration de Macky Sall. L'ancien président, qui conteste ces chiffres, a mandaté un cabinet d'avocat français et des avocats sénégalais pour clarifier ces accusations et défendre l'intégrité de son bilan économique. Dans deux courriers datés du 7 octobre, l'avocat français Pierre-Olivier Sur, mandaté par l'ancien président du Sénégal, Macky Sall, demande au ministre des Finances et du Budget, Cheikh Diba, et au président de la Cour des comptes, Mamadou Faye, de bien vouloir lui transmettre le rapport de l'Inspection générale des Finances. Ce document transmis à la Cour des Comptes, en septembre dernier, a servi de base à l'organe de contrôle pour éclairer la situation des finances publiques entre 2019 et mars 2024.

<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20251009-s%C3%A9n%C3%A9gal-contre-offensive-de-l-ancien-pr%C3%A9sident-macky-sall-face-aux-r%C3%A9v%C3%A9lations-de-dette-cach%C3%A9e>

LE 360. Banque mondiale: ces pays africains devraient enregistrer des taux de croissance annuelle supérieurs à 6% de 2025 à 2027

En dépit d'une conjoncture économique mondiale dominée par les incertitudes, l'Afrique, notamment la région subsaharienne, a vu ses prévisions de croissance réévaluées par la Banque mondiale dans son rapport «Africa's Pulse». Neuf pays du continent arrivent même à afficher des taux de croissance annuelle élevés, dépassant les 6% durant la période 2025-2027. Et c'est la Guinée, grâce au projet minier de Simandou, qui devrait tenir la dragée haute durant toute cette période.

«La dynamique de la croissance économique en Afrique subsaharienne demeure robuste, malgré l'incertitude croissante qui entoure les politiques mondiales. Après avoir atteint un creux en 2023, l'activité régionale devrait progresser de 3,8% en 2025, contre 3,5% en 2024, avant d'accélérer pour attendre une moyenne annuelle de 4,4% sur la période 2026-2027», souligne la Banque mondiale dans son rapport «Africa's Pulse».

https://afrique.le360.ma/economie/banque-mondiale-ces-pays-africains-devraient-enregistrer-des-taux-de-croissance-annuelle-superieurs_GA5TCV46URHYTBYLQKDE7BR6VM/

L'ECONOMISTE MAGHREBIN. Le plaidoyer de la Tunisie pour une Afrique intégrée dans l'économie mondiale

Le ministre des Affaires étrangères, de la Migration et des Tunisiens à l'étranger, Mohamed Ali Nafti, a réaffirmé, jeudi 9 octobre à Nairobi, l'engagement de la Tunisie en faveur d'une intégration africaine plus efficiente dans l'économie mondiale. Il estime que cette dynamique est essentielle pour consolider les bases de la paix, de la stabilité et du développement durable sur le continent. S'exprimant lors de la 24e session du Sommet des chefs d'État et de gouvernement du COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe), le chef de la diplomatie tunisienne a souligné l'impératif de mettre en place les conditions favorables à une intégration économique régionale plus inclusive et plus performante, dans un environnement fondé sur la sécurité, la



stabilité et la coopération. Nafti a rappelé que l'adhésion de la Tunisie au COMESA représente un choix stratégique, illustrant sa volonté d'ouverture et son attachement à l'intégration continentale.

<https://www.leconomistemaghrebin.com/2025/10/09/le-plaidoyer-de-la-tunisie-pour-une-afrique-integree-dans-leconomie-mondiale/>

LE MONDE AFRIQUE. Face aux difficultés de la filière cacao, la Côte d'Ivoire et le Ghana revalorisent le prix payé aux planteurs

Ces dernières années, les capacités de production se sont considérablement réduites. Et alors que les cours mondiaux atteignent des records, de nombreux cultivateurs vivent sous le seuil de pauvreté. En l'espace de vingt-quatre heures, les deux premiers producteurs mondiaux de cacao ont relevé le prix versé à leurs planteurs. En Côte d'Ivoire, le président Alassane Ouattara a annoncé, mercredi 1er octobre, une hausse du tarif bord-champ de 2 200 à 2 800 francs CFA le kilo (soit 4,27 euros). Un niveau record, porté par la flambée des cours mondiaux de l'or brun. Dans la foulée, le Ghana a également augmenté à 3,92 euros le montant payé aux agriculteurs pour sa campagne 2025-2026, afin d'éviter que sa production ne soit écoulee chez son voisin.

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/10/09/face-aux-difficultes-de-la-filiere-cacao-la-cote-d-ivoire-et-le-ghana-revalorisent-le-prix-paye-aux-planteurs_6645516_3212.html

AFRICA NEWS. RDC : 16,8 milliards de dollars non déclarés par les compagnies minières

Une inspection récente de la Cour des comptes en République démocratique du Congo révèle de graves manquements. Entre 2018 et 2023, les compagnies minières n'auraient pas déclaré au moins 16,8 milliards de dollars. Cela aurait réduit les fonds pour le gouvernement et les communautés locales. Selon le code minier de 2018, ces entreprises doivent verser chaque année 0,3 % de leur chiffre d'affaires au fonds de développement communautaire. Ce fonds finance l'éducation, la santé et l'eau dans les régions minières. L'audit, réalisé en juin mais publié seulement le 5 octobre, montre que ces sociétés ont déclaré 81,4 milliards de dollars pour ce fonds. Or, elles auraient dû verser environ 98,2 millions de dollars aux autorités fiscales. Le rapport met en lumière un détournement de 50 millions de dollars destinés au développement. La RDC est l'un des pays les plus pauvres au monde. Elle est aussi un grand producteur de cobalt et de cuivre, essentiels pour la fabrication des batteries.

<https://fr.africanews.com/2025/10/09/rdc-168-milliards-de-dollars-non-declares-par-les-compagnies-minieres/>

LE FIGARO. Le déficit américain recule, porté par la hausse des recettes douanières

Le secrétaire américain au Trésor Scott Bessent a salué jeudi une estimation du déficit des États-Unis pour l'année écoulée, montrant que celui-ci s'est légèrement résorbé, notamment sous l'effet d'une forte hausse des recettes tirées des droits de douane. Le Bureau budgétaire du Congrès (CBO), chargé d'analyser l'état des finances publiques de manière non partisane, a publié mercredi un rapport selon lequel le déficit fédéral était de 1800 milliards de dollars pendant l'année fiscale 2025. C'est-à-dire que l'État de la première économie mondiale a dépensé 1800 milliards de dollars de plus qu'il n'en a engrangés entre octobre 2024 et septembre 2025 (l'exercice est décalé). Cela



représente un recul de 8 milliards par rapport à 2024. D'ordinaire le secrétariat au Trésor publie chaque mois des données sur l'état des comptes publics. Et le déficit de l'année qui vient de s'achever est communiqué en octobre. Mais Scott Bessent a souligné jeudi que la paralysie budgétaire (ou «shutdown») en cours retardait les opérations.

<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/le-deficit-americain-recule-porte-par-la-hausse-des-recettes-douanieres-20251009>

RFI. Pour dominer l'Arctique, les États-Unis s'allient à la Finlande et font construire onze brise-glaces

Les routes de l'Arctique attisent la rivalité entre grandes puissances, qui se lancent dans une course effrénée aux brise-glaces. Et c'est au tour des États-Unis de se positionner sur ce terrain stratégique. Washington, qui possède déjà trois de ces navires colossaux, a annoncé ce jeudi 9 octobre un projet de construction de onze brise-glaces avec la Finlande. La course mondiale aux brise-glaces est lancée. Le président américain Donald Trump en a fait une priorité pour contrer l'influence de la Russie et de la Chine dans la région polaire de l'Arctique, qui regorge de réserves gazières et pétrolières. L'Arctique pourrait ainsi fournir 4,6 millions de barils d'hydrocarbures par jour en 2030, soit environ 3,9% de la demande mondiale. D'où ce projet de construction de onze brise-glaces conclu par Washington avec la Finlande.

<https://www.rfi.fr/fr/%C3%A9conomie/20251009-pour-dominer-l-arctique-les-%C3%A9tats-unis-s-allient-%C3%A0-la-finlande-et-font-construire-onze-brise-glaces>

COURRIER INTERNATIONAL. Commerce. La Chine serre à nouveau la vis sur l'exportation des terres rares

Pékin a dévoilé jeudi 9 octobre des restrictions à l'exportation des minéraux stratégiques, dont le pays détient le quasi-monopole. Ces matériaux sont essentiels aussi bien à la transition énergétique qu'à l'armement et au numérique. Un nouvel accroc dans les relations commerciales avec les États-Unis, qui sont déjà tendues. La Chine "impose de nouvelles restrictions sur les exportations des terres rares jeudi" 9 octobre, annonce CNN, ces matériaux dont elle a le quasi-monopole et qui sont "indispensables dans tous les domaines, des appareils électroniques du quotidien jusqu'aux avions de chasse". L'annonce intervient alors que Pékin et Washington négocient un nouvel accord commercial, "à l'approche d'une rencontre entre le dirigeant chinois, Xi Jinping, et le président Donald Trump", prévue en marge du sommet pour la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (Apec), à la fin octobre, en Corée du Sud, souligne le média américain.

https://www.courrierinternational.com/article/commerce-la-chine-serre-a-nouveau-la-vis-sur-l-exportation-des-terres-rares_236072

LE MONDE . Le Royaume-Uni, victime collatérale de la crise française : « La dette britannique n'est pas sous protection de la Banque centrale européenne »

La France s'en sortirait mieux que le Royaume-Uni, si les marchés obligataires devaient « perdre patience » avec les pays trop laxistes côté finances publiques, explique Isabelle Chaperon, chroniqueuse au service Economie du « Monde ». Si nos voisins insulaires s'amuse de nos déboires politiques, ils ne devraient pas. « L'instabilité en France a des implications pour le Royaume-Uni », prévient Mohamed El-Erian,



conseiller économique chez Allianz, dans une tribune parue mardi 7 octobre sur le site du Financial Times, en pointant la récente hausse des rendements offerts par les obligations d'Etat britanniques.

https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/10/10/le-royaume-uni-victime-collaterale-de-la-crise-francaise-la-dette-britannique-n-est-pas-sous-protection-de-la-banque-centrale-europeenne_6645605_3234.html

LE FIGARO. L'incertitude politique coûte à la France «entre 0,4 et 0,5% de croissance», estime François Villeroy de Galhau

«L'incertitude est le contraire de la confiance, et donc le premier ennemi de la croissance», a rappelé le gouverneur de la Banque de France. Ce contexte pousse les ménages à épargner davantage et à moins consommer, et les entreprises à attendre pour investir. «Le moral n'est pas très bon, parce que nous en avons tous assez de ce grand désordre politique, mais le physique tient», a résumé François Villeroy de Galhau sur la situation politique et économique tricolore. Invité de la matinale de RTL ce vendredi, le gouverneur de la Banque de France a confirmé la prévision de croissance française à 0,3% du produit intérieur brut (PIB) au troisième trimestre, comme au trimestre précédent, ainsi que les prévisions sur l'ensemble de l'année à 0,7%.

<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-incertitude-politique-coute-a-la-france-entre-0-4-et-0-5-de-croissance-estime-francois-villeroy-de-galhau-20251010>

LES ECHOS. Budget 2026 : la mise en garde de Pierre Moscovici sur « l'effet boule de neige »

Dans une interview au « Parisien », le Premier président de la Cour des comptes rappelle que le projet de loi de finances qui sera présenté lundi ne peut être différent de celui déjà examiné par le Haut Conseil des finances publiques. C'est un avertissement sans frais. Le Premier président de la Cour des comptes, Pierre Moscovici, prévient, dans une interview au « Parisien » parue jeudi soir, que le projet de loi de finances que le gouvernement doit déposer ce lundi ne pourra pas être différent de celui sur lequel le Haut Conseil des finances publiques (HCFP) s'est penché cette semaine et s'apprête à rendre son avis. Le HCFP, qu'il préside et dont « les avis sont obligatoires et sont un facteur de constitutionnalité d'un budget », a transmis « ce jeudi son avis au gouvernement, pour que, avant le 13 octobre, puissent être adoptés un projet de loi de finances et un projet de financement de la Sécurité sociale », rappelle Pierre Moscovici.

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/gouvernement/budget-2026-la-mise-en-garde-de-pierre-moscovici-sur-leffet-boule-de-neige-2191396>

BFMTV. "Le déficit a baissé mais reste le pire de la zone euro": Pierre Moscovici pense que le déficit atteindra 5,4% du PIB cette année

Le Premier président de la Cour des comptes indique que les finances publiques ont "commencé à se rétablir". Il précise toutefois que l'assainissement des comptes suppose que le déficit public passe sous la barre des 5% l'an prochain. Le déficit a commencé à décroître selon Pierre Moscovici. "Sur 2025, nos finances publiques ont commencé à se rétablir. Le déficit public a baissé, je pense, de 5,8% à 5,4%. Ce n'est pas énorme mais c'est un bon début. On n'a pas les chiffres définitifs, mais c'est crédible", a expliqué le Premier président de la Cour des comptes, sur BFMTV-RMC, ce



vendredi 10 octobre. C'est aussi la prévision de la Banque de France. Le déficit public était monté à 5,8% du PIB en 2024. En retombant à 5,4% cette année, il ne ferait que retrouver son niveau de l'année 2023.

https://www.bfmtv.com/economie/economie-social/finances-publiques/le-deficit-a-baisse-mais-reste-le-pire-de-la-zone-euro-pierre-moscovici-pense-que-le-deficit-atteindra-5-4-du-pib-cette-annee_AV-202510100295.html

FRENCH.CHINA.ORG. Hong Kong émet sa dixième série d'obligations « Silver Bond »

Le gouvernement de la Région administrative spéciale (RAS) de Hong Kong a annoncé le 8 octobre les résultats de la souscription pour le dixième lot d'obligations « Silver Bond », des obligations destinées aux personnes âgées de 65 ans ou plus. Le secrétaire aux finances Paul Chan Mo-po a déclaré que le nombre de demandeurs et le montant de la souscription pour ce lot d'obligations avaient atteint des niveaux records, démontrant leur grande popularité auprès du public. Durant la période de souscription, le gouvernement de la RAS a reçu plus de 370 000 demandes valides, pour un montant total en principal dépassant 98,2 milliards de dollars hongkongais. Le montant final de l'émission s'est élevé à 55 milliards de dollars hongkongais, dépassant ainsi l'objectif qui avait été fixé à 50 milliards de dollars hongkongais.

http://french.china.org.cn/business/txt/2025-10/09/content_118115097.htm

XERFICANAL. Le Japon dans la tempête économique

La croissance japonaise surprend positivement... mais la fin d'année et 2016 s'annoncent tout autrement. En cause, les sanctions commerciales décrétées par Donald Trump. Elles frappent fort. Le droit de douane moyen sur les exportations japonaises est passé de 1,5 à 11,5%. L'automobile a échappé au pire : les surtaxes, prévues à 27,5%, ont été ramenées à 15%, un niveau toutefois bien supérieur au taux initial. Or, les États-Unis sont un débouché vital du « made in Japan ». Près de 20% des exportations y sont écoulées et ils sont le premier excédent commercial du pays : 70 milliards de dollars en moyenne par an, depuis 2015 (hors parenthèse de la crise sanitaire). Le choc douanier ne fait que commencer. Des exportations en recul et une concurrence accrue. Un coup de froid sur l'activité est donc à anticiper, d'autant plus qu'anticipant le brutal relèvement des taxes, les importateurs américains ont surstocké. La tendance est maintenant au recul des exportations à destination des États-Unis. À cela s'ajoutent des effets collatéraux : les partenaires asiatiques du Japon, eux aussi frappés par Washington, se repositionnent sur les mêmes marchés pour écouler leurs marchandises, accentuant la concurrence. Et, c'est dans ce climat déjà tendu, que Sanae Takaichi, une nationaliste radicale, s'appête à prendre le pouvoir, au risque d'exacerber les tensions commerciales avec Pékin.

https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-Le-Japon-dans-la-tempete-economique_3754362.html



